

Renforcer et élargir la mobilisation

Le 4 septembre, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé pour marquer leur volonté de préserver et développer les valeurs et les principes de la république, bafoués par le président et son gouvernement. Face à la politique d'expulsion des Roms, même l'Union Européenne réagit, et si son indignation vertueuse ne peut masquer les coupables politiques de fermeture qu'elle a elle-même instaurée, elle condamne l'atteinte aux droits de l'homme, et la France est montrée du doigt. Outre le glissement inquiétant de ces choix d'une partie de la droite vers les propositions de l'extrême droite, les français n'ont pas été dupes de cette basse manœuvre de diversion, menée au mépris des droits de l'homme dans le seul but de masquer les effets désastreux de l'affaire Woerth-Bettencourt et de mieux faire passer ses projets de régression sociale.

Ces politiques nous engagent à continuer de promouvoir et de faire grandir les valeurs d'entraide, de solidarité et à participer aux mobilisations citoyennes porteuses de ces valeurs.

Le 7 Septembre plus de 2 millions et demi de salariés, retraités, privés d'emploi... ont clamé leur refus d'une réforme des retraites aussi injuste que brutale, soutenus par six millions de grévistes et par une opinion très largement en désaccord avec les projets gouvernementaux... Contraint d'afficher quelques concessions, que toutes les organisations ont jugées dérisoires, le gouvernement campe cependant sur ces positions. Et au parlement les députés UMP se sont arc-boutés derrière la « ligne Maginot » du projet initial, qu'ils ont parfois même aggravé comme en témoigne la suppression de la CPA, les mesures concernant les poly-pensionnés, et à travers du débat sur la pénibilité, une attaque sans précédent contre la médecine du travail.

Mais la bataille va continuer en particulier à l'occasion des débats au Sénat.

Partout monte l'exigence de plus de démocratie. Ce gouvernement est de plus en plus ressenti comme au service d'une minorité. Pour une majorité de français il est désormais établi qu'il y a « 2 poids, 2 mesures », que l'on ménage une poignée

de privilégiés, qu'on se couche devant la finance et que les sacrifices sont toujours pour les mêmes.

En difficulté, que ce soit sur le plan politique, économique et social le gouvernement qui a tenté de détourner l'attention des dossiers sociaux en plaçant au-devant de la scène la politique sécuritaire, chassant sans complexe sur les terres de l'extrême droite, ne peut faire oublier la situation préoccupante de l'économie et partant de l'emploi. Si les chiffres du chômage ont très légèrement décliné, c'est surtout l'intérim qui en a profité. La politique de rigueur est toujours là pour les salariés et leur famille. Et la crise fait tâche d'huile, touchant de larges couches de la société en raison des mesures prises : restriction des budgets sociaux, nouvelles mesures de déremboursement de la sécurité sociale, suppression d'emplois dans le public et dans le privé, pression extrême sur les salaires... Face aux déficits publics, le gouvernement ne pense que restrictions budgétaires. Cette vision à court terme donne des gages aux marchés financiers mais participe à la rigueur qui handicape la croissance. Les services publics sont sacrifiés alors que les banques et les contribuables les plus riches sont aidés. Les fonctionnaires sont une cible privilégiée : suppressions d'emplois en masse, salaires bloqués, les réformes imposées, et pour les retraités, des punitions supplémentaires (augmentation de la cotisation, minimum garanti, mères de 3 enfants...).

Dans tous les secteurs, les salariés sont mécontents.

À Pôle-emploi, la situation est explosive : effectifs en baisse pour une activité en hausse constante, recours abusif à l'emploi précaire, menaces sur les qualifications et les métiers, ce secteur subit tout à la fois la dégradation générale de l'emploi dans le pays, les restructurations internes et la déstabilisation des services publics. Une journée nationale d'action est prévue en conséquence le 9 Novembre à l'appel notamment du SnuPôle-emploi/FSU. Le SNPES-PJJ, le SNEPAP et le SNUCLIAS notamment se mobilisent contre la loi dite Loppis II. Que ce soit à la justice, à la culture, ou dans la fonction publique territoriale, les raisons de se battre sont foison.

Dans l'éducation, plusieurs actions et

initiatives conduites par les syndicats nationaux ont permis de mettre un coup de projecteur sur cette rentrée exceptionnelle : grève dès le 6 Septembre à l'initiative du Snes dans le second degré distribution d'un million de lettres aux parents et opération écoles pavoisées à l'appel du Snuipp dans le premier degré. Prêt à vanter une rentrée « techniquement réussie », Luc Chatel a été en difficulté pour justifier ses choix et n'a pu masquer les mauvaises conditions d'entrée dans le métier des stagiaires, bien relayées par les médias, qui constituent un des motifs de colère, auquel s'ajoutent la réforme de la seconde et un délaissement du collège et de l'école primaire, en particulier dans l'éducation prioritaire. Mais ce sont aussi la poursuite de la mise en œuvre du bac pro 3ans, en Lycée Pro, la remise en cause de la scolarisation des deux-trois ans en maternelle et la nouvelle fragilisation des RASED dans le premier degré, et les suppressions de postes partout qui ont sous diverses formes mobilisé les personnels. La décision de suppression massive de postes aux concours de recrutement, en particulier dans le premier degré, va accentuer les difficultés. Le gouvernement expérimente de nouveaux « rythmes scolaires », sans concertation avec les personnels, rajoute des dispositifs (CLAIR). Les conditions de travail en sont aggravées, et partout, l'intensification gagne du terrain. Ballottés par des réformes qu'ils n'approuvent pas, mais contraints par leur conscience professionnelle de faire de leur mieux pour assurer leurs missions de service public, les personnels quel que soit leur métier - des administratifs aux infirmières, assistantes sociales, enseignants ou TOS - sont nombreux à subir un stress professionnel qui dégenère parfois en suicide. Reprendre la main sur le travail, c'est d'abord renforcer le collectif de travail, solidariser les collègues face à la mise en concurrence et à l'individualisation.

Redonner du sens, conforter les missions, et assurer la dignité des personnels sont indispensables. Il faut réaffirmer la nécessité de services départementaux et académiques,

Le syndicalisme doit être à l'initiative sur ce sujet.

Au delà de divergences de fond ,

notamment sur la réforme des lycées, la FSU doit jouer un rôle moteur dans la construction de l'unité en y associant parents et mouvements pédagogiques (lesquels ont vu une partie de leur subvention supprimée par le gouvernement !). Les débats sur le budget 2011 en seront une opportunité dont il faudra se saisir.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, en proie à une recomposition (absorption de INRP par l'ENS, transformation en Grand Etablissement des Universités et de l'INP de Lorraine, évolution du Plateau de Saclay...) accélérée par le plan campus et les appels d'offre liés au grand emprunt, les personnels croulent sous une bureaucratie envahissante. Directement liée à la loi LRU, elle détourne les enseignants du supérieur de leurs missions. Entretenant une course à "l'excellence" pour une minorité, elle accroît la concurrence stérile et le pilotage de toutes les activités des universitaires alors que c'est de synergies et de coopérations dont l'ESR a besoin.

Dans tous les cas, c'est le débat avec la profession, et l'intervention des collègues qui fera la différence. La FSU et ses syndicats devront être porteurs d'initiatives permettant d'agir dans ce domaine.

Dans un tel contexte, le mouvement syndical est très largement à l'initiative et doit continuer à l'être pour donner des perspectives aux salariés.

Après la réussite du 7, la FSU portait la demande d'une nouvelle journée de grève et manifestations le plus rapidement possible. Elle a aussi porté – et continue à porter – l'idée d'une manifestation nationale, ce qui ne s'oppose pas à des manifestations décentralisées, pour permettre à tous ceux qui ne sont pas en situation d'être en grève en semaine, puissent exprimer leur rejet de la réforme. Si la date fixée, le 23, pour un nouveau temps fort est apparue plus éloignée que nous ne le souhaitons, elle a donné aussi le temps de remobiliser, et le 15 à Paris et dans de nombreuses villes, de montrer la détermination des organisations syndicales à continuer à se battre.

Si le secteur privé était très présent dans les manifestations, c'est parfois la RTT qui a été prise pour aller manifester, et pour beaucoup la grève reste un outil difficile à utiliser, notamment pour les salariés précaires, dont les fins de mois sont difficiles. Il y a doute pour nombre de salariés sur la possibilité de gagner. Il faut donc convaincre dans le public et le privé que rien n'est joué aujourd'hui. Les partis politiques, les associations jouent également un rôle actif dans l'émergence d'un mouvement social fort, pour contribuer aux côtés du mouvement syndical à expliquer et donner de l'espoir.

Nous sommes attentifs à la mobilisation de la jeunesse et nous saluons les initiatives prises par l'Unef et le collectif jeunes.

Nous sommes convaincus à U&A que le caractère unitaire du mouvement est primordial pour l'élargir et le renforcer.

Pour Unité et Action, il est également nécessaire de porter davantage à l'échelon européen la nécessité de convergences des luttes sociales menées dans les différents pays. Depuis plusieurs mois, la CES a une attitude plus offensive. Nous avons d'autant plus de raison de renforcer cette combativité en faisant de la journée du 29 une réussite, avec une euromanif à Bruxelles, à laquelle la FSU doit être présente avec des forces visibles. Dans les régions les plus éloignées, cette journée sera l'occasion de manifester une nouvelle fois dans la poursuite des mobilisations de cette rentrée.

Au-delà du mécontentement et de la colère, la FSU doit donner de l'espoir aux personnels, mettre en avant davantage ses propositions alternatives, contribuer à peser dans le paysage syndical où elle est plus que jamais une force reconnue. En ce sens la campagne lancée par la FSU pour défendre les services publics est un outil majeur.

Réussir le 23 est crucial, et déterminera les suites du mouvement.

Les organisations syndicales ont prévu de se revoir cette semaine. Hausser le rapport de forces par le développement de l'action unitaire, en liant retraites, emploi, salaires mais aussi place et rôle des services publics est indispensable compte tenu de l'ampleur des enjeux de civilisation en cause.

Pour Unité & Action, les suites au 23 doivent être rapides. Aucune modalité d'action n'est sacralisée, aucune n'est taboue si elle permet de renforcer et d'élargir la mobilisation. Dès le 23, doivent se tenir des assemblées générales rassemblant un nombre significatif des personnels concernés, pour débattre du renforcement et des suites du mouvement : poursuite de la grève ? Formes de reconduction ? Manifestations associant en WE toute la population ?

Débats citoyens, meetings unitaires, peuvent aussi contribuer à faire monter l'immense vague capable de faire retirer cette réforme, pour imposer une alternative, rompant avec vingt ans de reculs et de régressions sociales en matière de retraite. L'enjeu est bien celui du type de société dans laquelle nous vivons et vivront nos enfants.